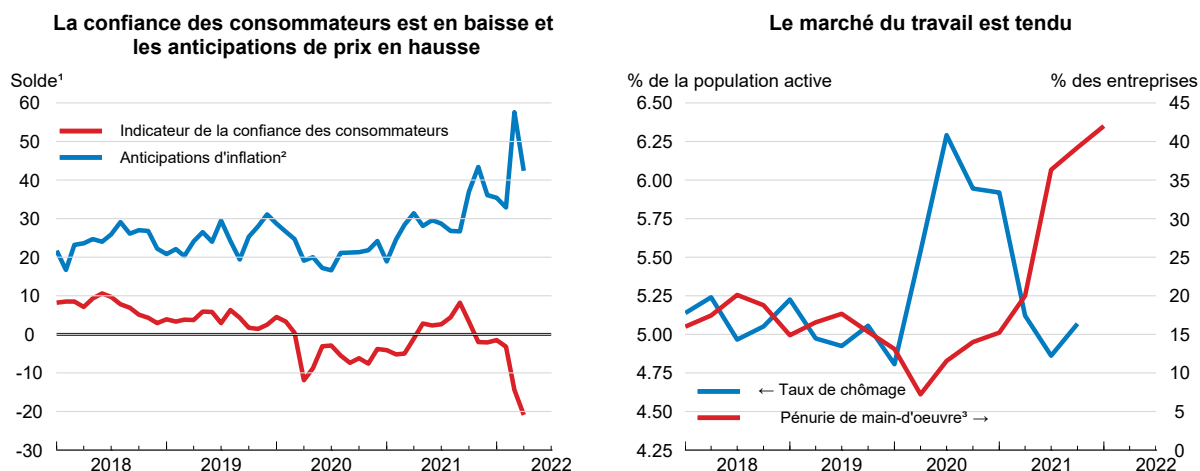


# Danemark

La croissance du PIB, qui connaît un ralentissement à cause de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, devrait s'établir à 3 % en 2022 et à 1.4 % en 2023. La résilience de l'économie danoise repose sur sa faible dépendance vis-à-vis des importations de combustibles fossiles et sur la solidité des bilans des ménages, des entreprises et des administrations publiques. Cela étant, la confiance des consommateurs et celle des entreprises ont fortement chuté et l'inflation s'est hissée à plus de 6 %. De nouvelles perturbations sur le marché de l'énergie pourraient freiner la croissance et faire encore grimper les prix, tandis que la situation tendue du marché du travail pourrait rendre l'inflation plus durable si elle entraîne une vive progression des salaires.

La politique budgétaire se resserre parallèlement au retrait des mesures exceptionnelles liées à la COVID-19. Si la situation géopolitique et économique venait à s'aggraver, il pourrait s'avérer nécessaire de réorienter l'appui budgétaire, par exemple en augmentant les aides destinées à l'intégration des réfugiés. Le Danemark devrait poursuivre ses actions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les activités manufacturières, les transports et l'agriculture, en tirant parti de la diminution réussie de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles dans le secteur de l'énergie.

## Danemark



1. Solde des réponses positives et les réponses négatives.
2. Solde des anticipations relatives à l'évolution des prix à la consommation au cours des 12 derniers mois, par comparaison avec les 12 mois précédents.
3. Moyenne simple de la proportion d'entreprises faisant état de pénuries de main-d'œuvre dans le secteur manufacturier, la construction et les services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111 ; et Office statistique danois (*Danmarks Statistik*), tableaux Statbank FORV1, BAR03, KBYG33 et KBS2.

StatLink  <https://stat.link/erjzx6>

## Danemark : Demande, production et prix


	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de DKK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
<b>Danemark</b>						
<b>PIB aux prix du marché</b>	2 253.3	2.1	-2.1	4.7	3.0	1.4
Consommation privée	1 058.6	1.2	-1.3	4.2	1.3	1.2
Consommation publique	547.0	1.5	-1.7	3.7	-2.4	0.9
Formation brute de capital fixe	489.6	0.1	5.1	5.6	4.8	4.3
Demande intérieure finale	2 095.2	1.0	0.1	4.4	1.2	1.9
Variation des stocks <sup>1</sup>	19.6	-0.2	-0.1	0.3	0.6	0.0
Demande intérieure totale	2 114.9	0.9	-0.1	4.7	1.7	1.8
Exportations de biens et services	1 274.5	5.0	-7.0	7.8	3.5	2.9
Importations de biens et services	1 136.0	3.0	-4.1	8.2	1.1	3.8
Exportations nettes <sup>1</sup>	138.5	1.4	-2.0	0.3	1.5	-0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.7	2.6	2.4	5.8	3.1
Indice des prix à la consommation	—	0.8	0.4	1.9	5.2	3.9
IPC sous-jacent <sup>2</sup>	—	0.8	1.0	1.2	3.0	3.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.0	5.6	5.2	5.1	5.5
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	3.6	5.8	4.9	4.5	3.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	4.1	-0.2	2.3	3.7	4.3
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	48.4	58.7	50.3	46.0	42.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>3</sup> (% du PIB)	—	33.6	42.1	36.7	32.5	28.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	8.8	8.1	8.3	9.6	9.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/djqwg6>

## La rapide reprise ralentit à mesure que les tensions sur les prix augmentent

La reprise rapide s'est atténuée alors que la pression sur les prix s'intensifie. Grâce à un vif redressement après la crise liée au COVID-19, la production a dépassé sa trajectoire antérieure à la pandémie au deuxième semestre de 2021. La forte croissance des exportations (28 % en termes nominaux en glissement annuel en mars 2022) a été l'un des principaux moteurs de la reprise. La consommation privée s'est essoufflée durant l'hiver sur fond de recrudescence des cas de COVID-19, tandis que le PIB et le commerce de détail accusaient un repli au premier trimestre de 2022, sachant que la confiance des consommateurs s'est dégradée au moment de l'éclatement de la guerre en Ukraine. Le dynamisme de la reprise a généré des tensions sur le marché du travail. En effet, le taux de chômage est tombé en dessous de son niveau d'avant la crise et les pénuries de main-d'œuvre sont fréquentes dans le secteur manufacturier, la construction et les services.

La guerre en Ukraine a accentué l'accélération de la croissance des prix : les prix à la consommation se sont envolés de 6.7 % en avril en glissement annuel. Cette évolution tient pour beaucoup à la hausse annuelle des prix de l'énergie, supérieure à 30 %, bien que le Danemark soit quelque peu préservé des effets de la montée des prix de l'énergie grâce à sa production de pétrole et de gaz en mer du Nord et à sa consommation relativement faible de combustibles fossiles. Le renchérissement des prix des actifs, tout particulièrement des logements, s'est tassé, mais leurs niveaux restent élevés après leur vive

augmentation durant la crise. Enfin, plus de 20 000 personnes (0.3 % de la population danoise) ont déposé une demande de permis de séjour dans le cadre de la loi spéciale visant à faciliter l'accueil des réfugiés ukrainiens.

## La politique macroéconomique se normalise progressivement

La politique budgétaire devrait être légèrement restrictive en 2022 et en 2023. Le soutien exceptionnel accordé durant la crise liée au COVID-19 (équivalent à environ 1.5 % du PIB) a été en grande partie retiré, ce qui compense largement les nouvelles dépenses consacrées aux réfugiés (0.1 % du PIB, principalement financées sur le budget de l'aide au développement actuel) et à la défense (0.15 % du PIB en 2022 et en 2023). Le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite améliorera la situation budgétaire tout en faisant augmenter la population active d'environ 30 000 personnes (1 % de la population active) en 2022 et en 2023. Actuellement faibles, les taux directeurs devraient être relevés petit à petit parallèlement à la hausse des taux dans la zone euro, de façon à préserver le solide ancrage de la couronne danoise à l'euro.

## La hausse de la production et des prix ralentira

La croissance devrait refluer à 3 % en 2022 et à 1.4 % en 2023 sous l'effet conjugué du recul de la confiance des entreprises et des consommateurs, de l'érosion des revenus et du patrimoine réels des ménages en raison de la rapide augmentation des prix, et enfin de l'affaiblissement de la demande d'exportations sur fond de repli de la croissance en Europe dû à la guerre en Ukraine. Les pénuries de main-d'œuvre et la montée des anticipations d'inflation devraient, malgré tout, porter la progression des salaires à plus de 4 %, contre environ 3 % actuellement. L'inflation devrait ralentir en 2023, à mesure que les prix de l'énergie diminueront et que les contraintes affectant l'offre s'estomperont, mais le rythme vigoureux de progression des salaires maintiendra l'inflation sous-jacente au-dessus de 3 %. Il existe un risque d'enracinement de l'inflation à un niveau élevé, en cas de nouvelles perturbations sur le marché de l'énergie ou d'une croissance des salaires plus dynamique qu'anticipé. Des risques à la baisse considérables entourent la croissance, tels qu'une escalade de la guerre en Ukraine ou de nouvelles vagues d'infections par le COVID-19. En revanche, un surcroît de dépenses des ménages financé par l'épargne accumulée pendant la crise pourrait stimuler la croissance.

## La transition énergétique et l'intégration des réfugiés devraient rester des priorités

Le Danemark devra peut-être intensifier ses efforts en matière d'intégration des réfugiés ukrainiens si un grand nombre d'entre eux venaient à rester dans le pays, sachant qu'il existe des écarts importants au regard de l'emploi entre immigrés et autochtones, ainsi que des différences régionales sur le plan de la qualité et de la mise en œuvre des programmes d'intégration. La transition réussie du secteur de l'énergie désormais dominé par les énergies renouvelables a renforcé la résilience du Danemark face aux conséquences de la guerre, car elle a réduit la dépendance du pays vis-à-vis des combustibles fossiles en ce qui concerne l'électricité et le chauffage. Les mesures prises par les pouvoirs publics pour étendre ces avancées à d'autres secteurs devraient être poursuivies : entre autres, tirer parti des possibilités de réduction des émissions à faible coût dans l'agriculture et encourager l'adoption de véhicules bas carbone en favorisant, par des incitations, le développement du réseau de points de recharge dans les zones reculées. La part élevée des énergies renouvelables dans la production d'électricité (plus de 80 %) offre au pays la possibilité d'atténuer les conséquences de la hausse des prix de l'énergie sur les ménages vulnérables en abaissant les taxes sur l'électricité, actuellement élevées, alors que les prix des émissions de gaz à effet de serre augmentent.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2022), « Danemark », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/934ee783-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :  
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.